

## Elections générales au Burundi : des envoyés spéciaux reçus par le chef de l'Etat

PANA, 03 juin 2014 Bujumbura, Burundi - Le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, a reçu en audience, lundi, une équipe conjointe de diplomates de haut rang qui était constituée par l'envoyée spéciale des Nations unies, Mary Robinson, ceux de l'Union européenne (UE), Koen Vervaeke, de l'Union africaine (UA), Diarra Aboubakar et de l'Etat-Unis d'Amérique dans la Région des Grands Lacs, Russ Feingold, apprend-on du service de presse et de communication de la présidence de la République   Bujumbura. C'est pour la seconde fois, en l'espace de trois ans, que des représentants de ces différentes institutions qui tiennent à des élections générales apaisées de 2015, visent à en force le Burundi.

Au sortir de l'audience, Mme Robinson, qui a parlé au nom de la délégation devant la presse, a déclaré que les échanges avec le chef de l'Etat burundais avaient à nouveau tourné autour des préparatifs des prochaines élections générales de 2015 au Burundi. Selon elle, les visiteurs ont reçu des assurances du chef de l'Etat que les prochaines élections allaient se dérouler dans la transparence. Pour que les prochaines élections générales soient transparentes, Mme Robinson a estimé que l'espace politique devra être ouvert pour tout le monde, y compris à la Société civile. Le Bureau des Nations unies au Burundi (Bnub) a tenté, le 19 mai dernier, de donner un coup d'accélérateur aux préparatifs électoraux, en réunissant les acteurs politiques nationaux dans un atelier d'évaluation de l'état de l'application effective de la à feuille de route à des élections générales de 2015, rappelle-t-on. La feuille de route en 42 points avait été signée au début de l'année dernière par les différents acteurs politiques sous l'égide des engagements de réviser les textes électoraux de sorte que les élections de 2015 soient transparentes, équitables, démocratiques, libres, apaisées et justes. Un nouveau code électoral a été déjà voté par le Parlement le mois dernier et attend encore la promulgation par le chef de l'Etat burundais pour entrer en vigueur. Par contre, l'Assemblée nationale a rejeté le projet gouvernemental d'une nouvelle Constitution révisée et c'est une fondamentale qui va régler les élections de 2015 malgré des dispositions encore floues, notamment en ce qui concerne le nombre de mandats présidentiels légaux.